

Extrait de Franck Gaudichaud,
**« Dialectiques révolutionnaires:
les luttes pour le pouvoir populaire et le
gouvernement Allende »,
introduction à *Venceremos*, Syllepse, 2013**

L'« octobre rouge » chilien et la naissance des cordons industriels

Héritière d'une tradition de lutte autonome et poussée par la radicalisation du mouvement social urbain et paysan, une partie de la classe ouvrière chilienne va donner naissance à un mouvement original, tant par son ampleur que par ses tentatives de contrôle démocratique de la production, du ravitaillement ou de la sécurité des quartiers. Au cours des affrontements d'octobre 1972 et des grandes mobilisations de 1973, les revendications purement économiques s'articulent avec les demandes politiques de certaines fractions ouvrières radicalisées : cette rencontre se traduit par la formation des Cordons industriels. L'« octobre chilien » est marqué par une offensive des classes dominantes qui passent de l'affrontement feutré sur les bancs du Parlement à l'occupation de la rue, la grève politique et le boycott économique généralisé¹. Parti d'un conflit corporatiste avec les propriétaires de camions, ce mouvement d'opposition agglutine peu à peu les syndicats patronaux (Sofofa, Confederación de la Producción y del Comercio), du commerce (Confederación del Comercio), de professions indépendantes (avocats, médecins) et des partis d'opposition (-démocratie-chrétienne et Parti national), désormais unis sous la bannière de la Confédération démocratique. Cette épreuve de force à l'échelle nationale a été préparée et appuyée par le gouvernement Nixon et la CIA². Elle se déroule avec en toile de fond la multiplication d'actions terroristes de la part de groupes d'extrême droite (comme Patria y Libertad) et la pression au niveau parlementaire de l'opposition pour destituer ministres et gouverneurs de province. Afin de rester dans le cadre de la légalité et valider la théorie de la constitutionnalité des forces armées, le gouvernement fait appel aux militaires pour contrôler la situation et décrète l'état d'urgence. La CUT appelle également les travailleurs à la vigilance et à participer aux travaux volontaires de ravitaillement, organisés en collaboration avec les camionneurs non-grévistes. Pourtant, c'est essentiellement depuis la base que surgit la réponse à la grève patronale.

L'un des aspects saillants de cette réponse du mouvement populaire est la création, au niveau des principales zones industrielles et quartiers périphériques du pays, d'organismes unitaires et transversaux, qui fonctionnent sur une base territoriale et permettent la liaison entre les différents syndicats d'un secteur industriel précis ou au sein des organisations de base d'un quartier. Suivant l'ampleur des couches sociales qu'elles parviennent à réunir, leur degré de pouvoir réel et l'orientation que leur donnent les militants présents, ces organisations vont prendre le nom de « Cordons industriels », « Commandos communaux », « Comités

¹. A. Samaniego, « Octubre el rojo : fulgor y agonía de la unidad de los trabajadores », *Contribuciones científicas y tecnológicas, Área ciencias sociales y humanidades*, n° 130, avril 2002, Santiago, USACH, p. 1-22.

². Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973 : Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 décembre 1975 [www.derechos.org/nizkor/chile/doc/encubierta.html].

coordinateurs□». Au niveau de l'industrie, ces coordinations ouvrières horizontales répondent massivement aux boycotts et lock-out patronaux par une vague d'occupations d'usines, qui entre en adéquation avec la mobilisation au sein des principales entreprises de l'APS. Les salariés de ce secteur parviennent ainsi à maintenir partiellement la production, en faisant fonctionner les usines sans leur propriétaire, la plupart du temps avec l'aide de peu de cadres et techniciens et sur des bases complètement nouvelles□: délibération collective permanente, remise en cause de la division du travail et des rapports sociaux de sexes, rupture partielle des hiérarchies et dominations symboliques, critique de la légitimité du patronat à diriger l'économie. Ils organisent aussi des formes parallèles de ravitaillement direct, notamment avec l'aide des Comités d'approvisionnement et de contrôle des prix (*Juntas de abastecimiento y control de precios*, JAP), multiplient les brigades de surveillance et de défense des usines...

Ce moment crucial de l'Unité populaire démontre avant tout les capacités de la mobilisation populaire, la profonde décentralisation de l'activité politique et remet ouvertement en question les relations de production. Il existe alors une nette tendance à la rupture avec les schémas traditionnels de «□faire la politique□». Comme l'écrivait Alain Joxe en 1974□:

«□Le Chili a vécu en octobre une sorte d'énorme utopie d'urgence dont le souvenir ne peut plus s'effacer et que seule la répression la plus sauvage tente aujourd'hui de refouler dans la mémoire collective du peuple. C'est le souvenir d'octobre qui anime les luttes populaires pendant toute l'année 1973³.□»

Avec octobre, le terme de pouvoir populaire revendiqué par toute une partie de la gauche, crié dans les manifestations, peint sur les murs de la ville, écrit dans les tracts, s'est incarné alors comme une réalité palpable, bien réelle□:

«□La démocratie de "tout le peuple" menace les formes représentatives et délégatoires de faire la politique. La dynamique de socialisation des luttes se diffuse au long de tout le territoire et revient multipliée à l'intérieur des entreprises. La "participation populaire" commence à se transformer en "pouvoir populaire"⁴.□»

Cette gigantesque mobilisation sociale multisectorielle a aussi révélé la faiblesse du gouvernement légal face à l'ampleur de l'offensive des classes dominantes. Elle a montré également les fragilités d'organisations aussi importantes que la CUT. La centrale ne réagit que tardivement en votant une résolution qui appelle au renforcement de l'unité et à la création de comités coordinateurs⁵. Cet appel est émis le 21□octobre, c'est-à-dire lorsque dans les faits existent déjà, à la base, une telle unité et de tels comités. Il est indéniable que l'initiative des Cordons ne fut pas «□spontanée□», mais bien le fruit d'une accumulation d'expériences de luttes, de faits quotidiens partagés sur un territoire précis, de la construction d'une identité populaire□: ce que l'historien anglais E. P.□Thompson décrivait comme une économie morale au service d'une «□expérience de classe□⁶□». Cette crise politique est fondamentalement celle des organismes de médiation et de direction traditionnels du mouvement ouvrier. Ce dernier retrouve le chemin historique de l'autonomie de classe. En d'autres termes, si les luttes ouvrières s'organisent toujours au nom de la défense du gouvernement, elles le font sur des bases propres□: unification des salariés au-delà de leurs différentes branches productives, confluence de secteurs affiliés à la CUT avec ceux de la petite industrie, rapprochement de la classe ouvrière

³. A.□Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, Paris, 1974, p.□174.

⁴. L.□Cruz Salas, «□Estado, partidos y movimiento obrero□» in L. Vitale (comp.), *Para recuperar la memoria histórica. Frei, Allende, Pinochet, op. cit.*, p.□411-412.

⁵. *Chile Hoy*, 27□octobre 1972.

⁶. E.□P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 1988.

et des «*pobres de la ville*» (les *pobladores*⁷), articulation des revendications économiques au sein d'un projet politique global qui va au-delà du réformisme gouvernemental. La présentation du «*cahier de revendications du peuple*» (*pliego del pueblo*) présenté en octobre par une partie des Commandos communaux et Cordons industriels de Santiago, le rappelle. Ce document regroupe de multiples revendications (éducation, santé, ravitaillement, production...) et dénote l'influence idéologique grandissante du MIR qui a proposé cette initiative. Il réclame particulièrement que «*toutes les industries produisent pour le peuple et sous contrôle du peuple*», l'établissement du contrôle ouvrier dans les industries du secteur privé et le passage à l'APS de celles qui ont été occupées pendant la grève. Le *pliego del pueblo* appelait, en conclusion, à la construction du pouvoir populaire et à l'inauguration d'une «*Assemblée du peuple*⁸».

Les Cordons industriels sont formés sur la base d'une coordination territoriale de plusieurs dizaines d'usines et regroupent en majorité des délégués syndicaux des moyennes entreprises, aux côtés de certains représentants des entreprises de l'APS⁹.

Les témoignages que nous avons pu recueillir, ainsi que l'examen de la presse et des débats de l'époque, démontrent que malgré une volonté réaffirmée de se structurer par le biais de l'élection systématique de délégués en assemblée et le rejet de la nomination «*par en haut*» par les partis, une telle démocratisation n'a jamais été atteinte (même si dans certaines usines, les délégués sont bien élus en assemblée). Ce sont essentiellement des leaders syndicaux et des militants PS et MIR qui y participaient et faisaient redescendre l'information dans leur usine, où souvent ils se heurtaient à la désapprobation des dirigeants syndicaux communistes¹⁰.

Le Cordon Cerrillos dans la commune de Maipú, à Santiago, a enclenché ce processus de rupture et d'insurrection. Il s'était formé dès le 28 juin 1972, dans le sillage d'une série de grèves industrielles au cours desquelles des travailleurs (de la métallurgie en particulier) réclamaient eux aussi leur droit à appartenir au secteur nationalisé. Dans ce but, ils n'avaient pas hésité à occuper le ministère du travail, pourtant dirigé par une «*camarade-ministre*», Mireya Baltra. Une semaine plus tard, ce sont les ouvriers d'une trentaine d'entreprises qui coordonnent leur mouvement dans un Commando de coordination des luttes des travailleurs du Cordon Cerrillos-Maipú. Par la suite, les chemins d'accès de la commune sont régulièrement bloqués, afin de faire pression sur le gouvernement qui, après le conclave de Lo Curro, essaie une nouvelle fois de s'attirer les faveurs de la démocratie-chrétienne, en fixant les limites du secteur nationalisé. Que la commune de Maipú soit la première à connaître ces formes de démocratie directe n'est pas étonnant. Tout d'abord, parce qu'il s'agit d'une des zones de plus forte concentration industrielle du Chili, où dominant ces industries moyennes mais dynamiques (telles l'usine Perlak), restées à l'écart du projet de l'Unité populaire. Ensuite parce que les revendications ouvrières ont pu se joindre progressivement à l'important mouvement paysan d'occupation de terres, dans cette commune et les communes voisines (Barrancas et Melipilla). Enfin, les habitants de Maipú se mobilisent également à cette époque, bien que plus faiblement que dans d'autres endroits de la capitale, sur les problèmes de transport, de logement et de santé. Dans sa plate-forme de lutte du 30 juin, le Cordon Cerrillos appelait notamment au «*contrôle ouvrier de la production à travers des conseils de délégués révocables à tout moment, dans toutes les*

7. Le terme *pobladores* désigne au Chili, les secteurs sociaux urbains marginalisés ou qui vivent dans des quartiers pauvres de la périphérie et habitant parfois des zones issues de l'autoconstruction et d'occupations de terres.

8. La référence à l'Assemblée du peuple rappelle l'assemblée tenue par une partie de la gauche à Concepción, en juillet 1972.

9. Par exemple, le Cordon O'Higgins qui se forme en octobre 1972, revendique en juillet 1973 la coordination d'une quinzaine d'entreprises (dont des entreprises de grande taille comme Yarur et Gasco) et d'environ 6 000 travailleurs.

10. Voir F. Gaudichaud, *Poder Popular y Cordones industriales*, op. cit.

industries, mines et grandes propriétés terriennes [*fundos*], ainsi qu'à l'instauration « d'une assemblée populaire en remplacement du parlement bourgeois ». Il se déclarait prêt à « appuyer le gouvernement et le président Allende dans la mesure où celui-ci interprétera les luttes et mobilisations des travailleurs », marquant ainsi sa défiance à l'égard de la politique institutionnelle de l'Unité populaire, tout en réaffirmant la légitimation démocratique du gouvernement¹¹.

Pendant la crise d'octobre 1972, à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973 (appelé *Tancazo* ou *Tanquetazo*), puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes d'organisations populaires vont connaître une extension notable à travers tout le pays. Pour ce qui est des Cordons industriels à Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important¹², mais aux côtés des Cordons O'Higgins, Macul, San Joaquín, Recoleta, Mapocho-Cordillera, Santa Rosa-Gran Avenida, Panamericana-Norte et Santiago Centro. On les trouve également du Nord au Sud du pays : à Arica autour de l'industrie électronique, à Concepción (Cordon Talcahuano), à Antofagasta, Osorno ou encore à Valparaíso (Cordons El Salto, 15 Norte, Quilpué)¹³. Il reste aujourd'hui ardu pour les historiens de connaître le degré de fonctionnement organique de ces Cordons, leur nombre exact et leur représentativité réelle des salariés de leur zone de développement. S'il y eut indéniablement levée en masse de nombreux Comités coordinateurs, très peu atteignent le niveau de structuration que l'on peut constater à Cerrillos¹⁴. Les dirigeants de l'époque tendaient à confondre, à des fins de propagande, le nombre de salariés présents dans la zone industrielle avec ceux qui étaient réellement mobilisés autour de l'idée du Cordon industriel. Ainsi, Armando Cruces, président socialiste du Cordon Vicuña Mackenna, parlait de 80 000 travailleurs prêts à se soulever au moindre appel de la coordination des Cordons¹⁵ (ce qui est tout à fait exagéré si l'on en croit le nombre de travailleurs qui se déplaçait lors des manifestations ou la rapidité avec laquelle s'est déroulé le coup d'État). Certains témoins ou commentateurs donnent une vision des Cordons déformée : celle d'immenses organisations de masse, extrêmement bien structurées¹⁶. C'est paradoxalement cette version qui a également été défendue par la junte militaire pour justifier le coup d'État contre les « cordons de la mort », décrits comme une dangereuse armée parallèle prête à détruire la République et la Patrie¹⁷. En fait, si de manière objective, la ceinture industrielle de la capitale concentre plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, les Cordons industriels en tant qu'organisations mobilisées ont eu de nombreuses difficultés à rompre leur isolement politique au sein de la « voie institutionnelle » au socialisme et à s'insérer dans leur milieu social.

11. C. Cordero, E. Sader, M. Threlfall, « Consejo comunal de trabajadores y Cordon Cerrillos-Maipú: 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular », *Documento de Trabajo*, n°67, CIDU-Univ. Católica de Chile, 1973; R. Henríquez Guaico, *Cordon Cerrillos-Maipú. Experiencia en movimiento y ejercicios de poder popular (1972-1973)*, Santiago, memoria de Licenciatura, Arcis, 2008.

12. Voir « Cordon Cerrillos, Vicuña Mackenna: la alianza de clase en acción », *Chile Hoy*, n°59, 2 août 1973. Voir dans ce volume, p.133.

13. Pour avoir une idée d'un Cordon de province actif, voir l'histoire de celui d'Osorno: F. Zeran, « Osoro. Ejercicio de poder popular », *Chile Hoy*, n°60, 9 août 1973; et H. Vega, « Carta abierta del Cordon Centro Osorno al comandante en jefe del ejército general Pinochet », *De Frente*, n°22, 7 septembre 1973.

14. La revue *Chile Hoy* estimait à une centaine les comités coordinateurs qui se créent pendant octobre 1972 (n°26, 8 décembre 1972). Et la revue *Clarín* (7 août 1973) fait référence à la présence de quatre-vingts représentants des Cordons industriels à une réunion de la CUT. Outre les ouvrages déjà cités, voir également S. Castillo, *Cordones Industriales. Nuevas Formas de Sociabilidad Obrera y Organización Política Popular (Chile 1970-1973)*, memoria de Licenciatura, Universidad de Chile, 2007.

15. *Avanza Socialista*, Buenos Aires, n°72, 22 août 1973.

16. Voir l'analyse de Julio Faundez qui croit pouvoir affirmer qu'en août 1973, 50% du prolétariat industriel faisait partie de telles organisations (*Izquierda y democracia en Chile 1932-1973*, Santiago, BAT, 1992, p.272).

17. A. Pinochet, *El día decisivo*, Santiago, Andrés Bello, 1980.

En nous appuyant sur la distinction classique du marxisme de la « classe en soi » et de la « classe pour soi » ou mobilisée, nous avons ainsi avancé l'idée de « Cordons en soi » qu'il faut distinguer des « Cordons pour soi ». Les premiers existent comme une donnée objective et structurelle au sein des périphéries industrielles des grandes villes (surtout à Santiago) et se développent suivant l'axe des axes routiers. Ils représentent le territoire – souvent bien délimité – des principales entreprises et de l'habitat ouvrier. Les seconds, les « Cordons pour soi », sont les organisations de luttes créées par la classe ouvrière mobilisée, particulièrement à partir d'octobre 1972. Ils matérialisent des organes d'une dualisation de pouvoir encore embryonnaire et apparaissent comme une réponse politique, impulsée depuis « en bas » par les salariés et les militants les plus radicalisés de la gauche chilienne¹⁸.

Entre 1972 et 1973, les Cordons industriels connaissent des hauts et des bas, marqués par de vastes mobilisations de rue et de nombreux reculs, liés aux coups de freins réguliers que donnait le gouvernement : plans de restitution des usines occupées, formation de cabinets civilo-militaires, vote de la loi de contrôle des armes qui débute la répression militaire dans les usines bien avant le coup d'État, maintien du dialogue avec la DC, absence d'un plan de défense des Cordons industriels, etc. La plupart du temps, les Cordons industriels ont été avant tout des organisations de base, locales, efficaces contre les attaques brutales du patronat et de certains groupes d'extrême droite, mais dépendants de la politique du gouvernement. On peut cependant constater qu'ils sont en effet, surtout au niveau de la capitale, les organes de « pouvoir populaire constituant » les plus puissants et les plus représentatifs de cette période. En termes de participation des salariés et de démocratie directe par exemple.

Plusieurs enquêtes de terrain effectuées pendant l'Unité populaire, nous permettent de savoir que se sont les usines qui furent occupées par leurs salariés et où militaient les tendances politiques intégrant les Cordons industriels, qui ont démontré les meilleures capacités à établir des formes de démocratisation réelle de l'appareil de production et des relations au travail. Ils ont su dynamiser le système de participation prévu par l'Unité populaire, déborder l'encadrement syndical traditionnel et mettre en place des systèmes de ravitaillement avec les communes populaires aux alentours (en comparaison, les entreprises avec une forte présence communiste ou démocrate-chrétienne semblent démontrer davantage d'inertie et de lenteur pour faire participer les travailleurs à la gestion de l'entreprise)¹⁹.

¹⁸. F. Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui changèrent le monde*, op. cit., 3^e partie.

¹⁹. Voir J. G. Espinoza, A. S. Zimbalist, *Economic Democracy : Workers' Participation in Chilean Industry 1970-1973*, London, Academic Press, 1978 ; et J. Petras, « Nationalization, socioeconomic change and popular participation » in A. Valenzuela et J. Samuel Valenzuela (éd.), *Chile : politics and society*, New Brunswick, Transaction Books, 1976.